

# «L'évasion fiscale est réellement un crime»

John Christensen, ancien banquier à Jersey, se bat aujourd'hui contre les paradis fiscaux qui sont un «vecteur de pauvreté».

**Économiste, banquier à Jersey et conseiller du gouvernement de Jersey, John Christensen a occupé de nombreux postes qui lui ont permis de découvrir que, selon lui, les paradis fiscaux contribuent à appauvrir les pays en développement. Il en explique les enjeux et les mécanismes.**

Entretien avec notre journaliste Delphine Dard

**Vous avez travaillé dans le secteur financier à Jersey. Est-ce cette expérience qui vous a convaincu de lutter contre les paradis fiscaux ?**

John Christensen : J'ai rejoint, dans les années 1970, le groupe d'économistes alternatifs Oxfam 2000 qui planchait sur la question de la dette du Sud. Originnaire de Jersey, j'ai compris au fur et à mesure que des millions échappaient aux populations des pays pauvres en transitant par des comptes offshore de Jersey. Je suis alors retourné à Jersey pour découvrir de l'intérieur le métier de l'optimisation fiscale. J'ai ensuite été propulsé au rang de conseiller économique de l'île de Jersey. Là, j'ai découvert qu'il y avait un certain nombre de choses qui ne pouvaient pas être ignorées comme le fait que les avoirs détenus à titre d'évasion fiscale dans les centres offshore représentent 11 000 milliards de dollars dans le monde ou encore que plus de 50 % des fortunes d'Afrique ou d'Amérique du Sud sont conservées dans les paradis fiscaux.

**Comment l'évasion fiscale contribue-t-elle à appauvrir les pays en développement ?**

Tout simplement parce que l'évasion fiscale représente des impôts, des recettes en moins pour les pays. Or ce sont ces recettes qui permettent de créer un système de santé, de construire des écoles, bref qui permettent à un pays d'installer une vraie démocratie.

**Que pensez-vous de la résolution prise à Londres en avril dernier par l'OCDE pour lutter contre les paradis fiscaux ?**

C'est une décision politique et ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'OCDE établit les listes des paradis fiscaux mais cela ne résoudra pas le problème.

**Les conventions fiscales signées entre les pays de l'OCDE sont-elles utiles, fiables ?**

Non, parce que ce sont des conventions bilatérales et qui ne sont géné-

ralement pas signées avec les pays où il y a le plus grand risque d'évasion fiscale. L'autre problème, c'est que l'échange d'informations n'est pas automatique. Pour pouvoir demander l'échange d'informations, il faut avoir des preuves tangibles, autrement dit, il y a peu de chances que des échanges aient lieu.

**Vous venez ici au Luxembourg, un pays qui pratique le secret bancaire. Tous les pays qui le pratiquent sont-ils à mettre dans le même panier ?**

J'ai visité plus de 40 juridictions qui pratiquent le secret bancaire et/ou qui sont des centres offshore. À chaque fois, on essaye de me faire dire que tel centre n'est pas comme les autres. Il ne s'agit pas de pointer du doigt tel ou tel pays, le problème est global et est dû à un manque de transparence dans le monde entier. Le secret bancaire n'est qu'une partie infime du problème. À la limite, on pourrait même considérer que le secret trust en Grande-Bretagne est un mécanisme encore plus opaque que le secret bancaire.

**Quel type de transparence faut-il privilégier pour tenter de résoudre le problème ?**

La première chose à faire pour les gouvernements du monde entier serait de reconnaître que la mondialisation financière en pratique est un échec. Comment voulez-vous qu'un système, où les grandes firmes cachent leurs profits dans des centres offshore quand les petites firmes du même pays payent des impôts, soit fiable. Un système qui génère autant d'inégalités est un vrai désastre.

Pour plus de transparence, ensuite il faudrait que les conventions fiscales soient multilatérales. Il faut ensuite que l'échange d'informations soit automatique.

**La crise est-elle une chance pour amorcer un changement de mentalités ?**

L'opinion publique est vraiment en colère contre les banques avec ce qui s'est passé. Je pense qu'ils ne laisseront pas les gouvernements ne rien faire, ils veulent du change-

ment, de la régulation, de la transparence.

**Les autorités, les politiciens écoutent-ils attentivement votre discours quand vous vous déplacez dans un pays comme le Luxembourg ?**

Effectivement, je pense que l'on écoute plus mes arguments qu'il y a trois ans parce que la crise est passée par là. Mais, à mon avis, on n'écoute mon discours que d'une oreille. Je ne pense pas que c'est par la voie politique que les choses changeront. Prenez par exemple la Grande-Bretagne, là bas la City et donc Londres ont un très grand pouvoir d'influence politique et de ce fait le rôle de la Grande-Bretagne par rapport aux paradis fiscaux, à l'évasion fiscale, n'est vraiment pas clair, car le pays est tenu par la City.

**Pour changer les choses faut-il que les banquiers deviennent responsables pénalement face à ces problèmes ?**

Mon rôle n'est pas de définir qui est coupable mais ce qui est certain c'est que l'évasion fiscale est un

crime. À la fin d'une de mes interventions, un banquier s'est levé et m'a dit de relativiser, que l'évasion fiscale n'était finalement qu'un jeu, un sport. Et bien, si c'est vraiment un sport, c'est le plus dangereux, le plus sanglant et le plus criminel qui existe. Le travail des banquiers ne devrait pas être d'essayer d'échapper au contrôle des autorités. Le vrai travail des banquiers c'est de coopérer aussi avec les autorités et de signaler tous les soupçons qu'ils peuvent avoir sur les transferts d'argent.

**Êtes-vous optimiste pour l'avenir ?**

Je ne suis pas d'un naturel optimiste mais je dirais qu'on a une chance. Comme la société civile a réussi finalement à faire bouger le monde politique et économique pour qu'il prenne conscience du réchauffement climatique, je pense que c'est la société civile, en colère contre la crise, qui réussira à faire changer les mentalités et le système qui génèrent les paradis fiscaux. Mais cela prendra beaucoup de temps.

Si l'évasion fiscale est un sport, c'est le plus dangereux et le plus sanglant qui existe.



Photo : pierre matgé

John Christensen : «L'échange d'informations fiscales entre les pays doit devenir automatique pour permettre plus de transparence.»

## L'argent envolé des dictateurs

En mars 2007, le Comité catholique contre la faim et pour le développement publiait un rapport affligeant.

**L**e cancer du développement : c'est ainsi qu'en mars 2007 le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) qualifiait l'argent détourné par les dictateurs dans les pays du Sud. Prudent et mesuré, le rapport estimait à quelque 170 milliards de dollars les sommes volées par des chefs d'État africains, sud-américains et asiatiques, placés dans des banques occidentales. Le CCFD ne comptabilisait pas les fonds détournés par les familles de ces potentats que l'ancien directeur général du FMI, Michel Camdessus, estimait au bas mot à 1 000 milliards de dollars.

Dans ce rapport circonstancié, le nom du Luxembourg apparaît à plusieurs reprises comme celui d'autres places financières. S'étendant longuement sur les conséquences désastreuses de ces pillages pour les populations des pays pauvres, le CCFD

posait aussi la question de l'attitude des gouvernements et entreprises du Nord. «Soucieux de leurs intérêts géopolitiques et économiques, les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France ont soutenu l'arrivée ou le maintien au pouvoir des régimes les plus despotiques et corrompus, que ce soit en Asie, en Amérique latine ou en Afrique», rapporte le CCFD, rappelant par exemple que ces pays poursuivaient leur soutien financier à Mobutu, alors qu'il était notoirement connu que le président zaïrois s'appropriait systématiquement ces aides dans des banques occidentales, au Luxembourg notamment.

Le CCFD prend cependant note des engagements pris ces dernières années par la communauté internationale pour lutter contre ce fléau. Mais pour constater immédiatement que ces bonnes intentions sont très peu suivies d'effet.

## Le voyage intérieur de John

John Christensen a vécu à l'intérieur d'un paradis fiscal et y a travaillé : son expérience lui donne du crédit pour en parler.

**J**ohn Christensen connaît bien les paradis fiscaux. Tout d'abord parce qu'il est né et a grandi à Jersey et a donc vu ce centre offshore émerger. Mais aussi parce qu'en tant qu'économiste brillant, il a été conseiller économique de l'île.

Le quinquagénaire débute sa carrière à la fin des années 1960 dans une petite firme à Londres avant d'étudier l'économie du développement à Reading et de se former au cœur de l'excellence économique britannique à Oxford et à la London School of Economics.

Il rejoint, en 1978, le groupe d'économiste Oxfam 2000 qui, déjà, travaille sur la dette des pays du Sud et l'échec de l'aide au développement. Il s'intéressera au microcrédit en Inde puis en Malaisie. Il découvre, dans les années 1980,

comment des banques peuvent faire faillite alors que des millions ont disparu dans des comptes offshore, dont certains à Jersey. Effaré que personne à Jersey ne lui ait parlé de l'affaire, il décide de retourner sur place pour comprendre ce qui s'y passe.

### Les origines de la lutte

Il veut comprendre le système de l'intérieur et se fait donc embaucher dans un cabinet de conseil en optimisation fiscale spécialisé sur l'Afrique.

Là, il comprend un peu mieux la sophistication des mécanismes fiscaux légaux qui permettent à l'argent africain de transiter à Jersey au lieu de servir au développement des

pays. En 1987, on vient le chercher pour devenir conseiller économique de Jersey. Cette position lui a aussi permis d'en apprendre plus sur les établissements bancaires de l'île et sur leur façon d'agir.

Convaincu qu'il faut lutter contre les injustices, inégalités créées par ce système, il lance en 2002 le Tax Justice Network. L'organisation indépendante fait des recherches sur l'économie et la fiscalité dans le monde et tente de promouvoir une juste économie pour tous. Son organisation rassemble des organisations, des mouvements sociaux et des individus qui œuvrent pour la coopération fiscale internationale, et contre la fraude fiscale ou la concurrence fiscale. L'association a l'appui du Parlement britannique.